



UNION NATIONALE DE FAMILLES ET AMIS DE PERSONNES
MALADES ET/OU HANDICAPÉES PSYCHIQUES

**UNION NATIONALE DE FAMILLES ET AMIS DE PERSONNES
MALADES ET/OU HANDICAPÉES PSYCHIQUES**

**12 villa Compoint
75017 PARIS**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2016**

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2016



JÉGARD

CABINET JÉGARD PARIS

EXPERTISE COMPTABLE, AUDIT, CONSEIL

5, RUE DU HAVRE

75008 PARIS

TEL. : 01 45 31 53 37 – FAX. : 01 45 31 82 63

contact@jegard.com - www.jegard.com



CABINET JEGARD PARIS

EXPERTISE COMPTABLE. AUDIT ET CONSEIL

UNION NATIONALE DE FAMILLES ET AMIS DE PERSONNES MALADES ET/OU HANDICAPÉES PSYCHIQUES

**12 villa Compoint
75017 PARIS**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2016

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2016

Aux membres de l'Association,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'association UNAFAM tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de l'association. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes. Ils sont la sommation de l'ensemble des opérations de vos établissements et services.

- Le bilan se totalise à 7 039 531 € et fait ressortir un excédent global de 122 610 €.
- Le compte de résultat se totalise en charges à 4 525 063 € et en produits à 4 647 673 €.

5, rue du Havre 75008 PARIS – TÉL. : 01 45 31 53 37 – FAX. : 01 45 31 82 63 – contact@jegard.com – www.jegard.com

SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE AU CAPITAL DE 148 898 € - RCS PARIS 489 746 255 00920 - APE 6920Z
N° D'IDENTIFICATION DE TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : FR 50 489 746 255

INSCRITE AU TABLEAU DES EXPERTS-COMPTABLES DE PARIS - MEMBRE DE LA COMPAGNIE RÉGIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE PARIS

1. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. JUSTIFICATION DE NOS APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, les contrôles et appréciations auxquels nous avons procédé pour émettre l'opinion ci-dessus, portant notamment sur les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, ainsi que leur présentation d'ensemble, n'appellent pas de commentaire particulier.

Nous avons vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte d'emploi annuel des ressources font l'objet d'une information appropriée, sont conformes aux dispositions du règlement CRC n° 2008-12, et ont été correctement appliquées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.



3. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris, le 13 juin 2017

Le Commissaire aux Comptes
CABINET JÉGARD PARIS



Patrick LAGUEYRIE
Commissaire aux Comptes Associé

P.J. : Comptes annuels 2016 (Bilan, compte de résultat et annexe)

BILAN ACTIF	31/12/2016			31/12/2015
	Brut	Amort.	Net	Net
Logiciels Siège	95 339	92 648	2 691	18 286
Logiciels Délégations	9 637	6 095	3 542	309
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	104 976	98 743	6 233	18 595
Terrains	621 649		621 649	621 649
Constructions Bagneux	1 326 681	1 326 681	0	0
Local Metz	7 622	7 622	0	0
Siège Paris	1 026 859	525 409	501 450	521 986
Siège Paris Annexe	167 694	56 643	111 051	115 243
Appartement Hauts-de-Seine	125 000	26 953	98 047	101 172
Installations et agencements Siège	106 383	78 209	28 174	26 805
Installations et agencements Délégations	76 770	67 345	9 425	13 283
Matériel de Bureau Siège	5 292	5 292	0	0
Matériel de Bureau Délégations	41 209	39 220	1 989	2 650
Matériel Informatique Siège	147 647	137 369	10 278	21 763
Matériel Informatique Délégations	139 638	126 517	13 121	13 573
Mobilier Siège	107 757	103 525	4 232	7 179
Mobilier Délégations	41 053	39 210	1 843	2 884
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 941 254	2 539 995	1 401 259	1 448 187
Dépôts et Cautionnements Siège	289		289	289
Dépôts et Cautionnements Délégations	7 965		7 965	7 965
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	8 254	0	8 254	8 254
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISE	4 054 484	2 638 738	1 415 746	1 475 036
Acomptes Fournisseurs Siège	5 644		5 644	4 457
Acomptes Fournisseurs Délégations	1 837		1 837	220
Créances diverses Siège	42 474		42 474	83 014
Créances diverses Délégations	600		600	542
Subventions à recevoir Siège	274 524		274 524	183 344
Subventions à recevoir Délégations	48 663		48 663	56 293
Produits à recevoir Siège	11 701		11 701	10 000
Produits à recevoir Délégations	38 039		38 039	43 641
TOTAL DES CREANCES	423 482	0	423 482	381 511
Valeurs mobilières Siège + Comptes à Terme	537 957		537 957	2 246 919
Valeurs mobilières Délégations	57 888		57 888	276 756
Disponibilités Siège	2 532 144		2 532 144	760 077
Disponibilités Délégations	2 061 036		2 061 036	1 553 591
TOTAL DES DISPONIBILITES	5 189 025	0	5 189 025	4 837 343
Charges constatées d'avance Siège	9 536		9 536	28 100
Charges constatées d'avance Délégations	1 742		1 742	3 698
TOTAL ACTIF CIRCULANT	5 623 785	0	5 623 785	5 250 652
TOTAL GENERAL	9 678 269	2 638 738	7 039 531	6 725 688

Cabinet Jégard Paris
Commissaire aux Comptes
5 rue du Havre - 75008 PARIS

BILAN PASSIF	31/12/2016	31/12/2015
Fonds Propres	3 513 335	3 513 335
<i>TOTAL DES FONDS ASSOCIATIFS</i>	<i>3 513 335</i>	<i>3 513 335</i>
Subventions d'investissement	21 239	21 238
Résultat de l'Exercice	122 610	-89 118
Report à nouveau	1 444 637	1 533 755
<i>TOTAL DES AUTRES FONDS</i>	<i>1 588 486</i>	<i>1 465 875</i>
TOTAL DES FONDS PROPRES	5 101 821	4 979 210
Fonds dédiés Siège	662 161	678 438
Fonds dédiés Délégations	590 471	439 855
Provisions pour charges Siège	40 531	14 046
Provisions pour charges Délégations	6 515	11 676
PROVISIONS ET FONDS DEDIES	1 299 678	1 144 015
<i>TOTAL DES DETTES FINANCIERES</i>		
Fournisseurs et cptes rattachés Siège	70 937	77 461
Fournisseurs et cptes rattachés Délégations	16 476	13 475
Dettes sociales et fiscales Siège	223 919	205 025
Autres dettes Siège	236 788	230 181
Autres dettes Délégations	86 426	72 386
<i>TOTAL DES AUTRES DETTES</i>	<i>634 546</i>	<i>598 528</i>
Produits constatés d'avance Siège		
Produits constatés d'avance Délégations	3 486	3 935
TOTAL DETTES	638 032	602 463
TOTAL GENERAL	7 039 531	6 725 688

		Résultat 2016				Résultat 2015
		Siege	Délégations	Retraitement	Résultat Cumulé	Résultat Cumulé
	Produits d'exploitation					
70	Ventes-Prestations Services	196 882	13 559	-34 398	176 043	92 322
74	Subventions DGS + DGCS	360 000			360 000	360 000
74	Autres Subventions	899 035	1 219 974	-49 911	2 069 098	1 366 222
75	Cotisations	949 591	241 283	-241 283	949 591	933 091
75	Mécénat	80 100			80 100	81 000
75	Dons reçus	220 539	84 357	-55 664	249 232	273 380
75	Aide aux Régions		52 000	-52 000	0	0
75	Aide aux Délégations		216 599	-216 599	0	0
75	Dons = non rbt frais	248 019			248 019	252 421
75	Autres produits de gestion	8 716	266 772	-122 574	152 914	141 079
	TOTAL	2 962 882	2 094 544	(772 429)	4 284 997	3 499 515
	Charges d'exploitation					
60	Achats	44 915	124 428	-20 970	148 373	157 288
61	Services extérieurs	286 616	333 144	-13 428	606 332	540 032
62	Autres services extérieurs	594 792	936 912		1 531 704	1 503 917
62	Dons = non rbt frais	248 019			248 019	252 421
63	Impôts, taxes et versements assimilés	92 565	2 562		95 127	86 675
64	Charges de personnel	1 161 564	145 120		1 306 684	1 130 409
65	Autres charges de gestion courante	576 606	261 721	-738 031	100 296	89 013
68	Dotations aux amortissements	68 620	16 329		84 949	94 264
	TOTAL	3 073 697	1 820 216	(772 429)	4 121 484	3 854 019
	RESULTAT D'EXPLOITATION	(110 815)	274 328	0	163 513	(354 504)
	Produits financiers					
76	Produits financiers	38 050	3 584		41 634	144 211
	TOTAL	38 050	3 584	0	41 634	144 211
	Charges financières					
66	Charges financières	411	0		411	137
	TOTAL	411	0	0	411	137
	RESULTAT FINANCIER	37 639	3 584	0	41 223	144 074
	RESULTAT COURANT	(73 176)	277 912	0	204 736	(210 430)
	Produits exceptionnels					
77	Produits exceptionnels	86 291	18 422		104 713	64 759
78	Reprises sur provisions	44 598	165 962		210 560	365 618
	TOTAL	130 889	184 384	0	315 273	430 377
	Charges exceptionnelles					
67	Charges exceptionnelles	9 366	27 579		36 945	11 914
68	Dotations aux provisions	54 806	311 417		366 223	302 036
	TOTAL	64 172	338 996	0	403 168	313 950
	RESULTAT EXCEPTIONNEL	66 717	(154 612)	0	(87 895)	116 427
	Transfert de charges	5 769			5 769	4 885
	TOTAL DES PRODUITS	3 137 590	2 282 512	(772 429)	4 647 673	4 078 988
	TOTAL DES CHARGES	3 138 280	2 159 212	(772 429)	4 525 063	4 168 106
	RESULTAT	(690)	123 300	0	122 610	(89 118)

Annexes légales

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2016 dont le total est de 7 039 531 euros et au compte de résultat de l'exercice dégageant un excédent de 122 610 euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2016 au 31/12/2016.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2015 au 31/12/2015.

SOMMAIRE

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS

REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Règles et méthodes comptables
- Changements de méthode
- Informations complémentaires pour donner une image fidèle

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- Etat des immobilisations
- Etat des amortissements
- Etat des provisions
- Etat des échéances des créances et des dettes

Informations et commentaires sur :

- Eléments relevant de plusieurs postes du bilan
- Intérêts sur éléments de l'actif
- Produits et avoirs à recevoir
- Charges à payer et avoirs à établir
- Charges et produits constatés d'avance

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

- Rémunérations des dirigeants
- Honoraires des Commissaires Aux Comptes
- Effectif moyen
- Résultat des 5 derniers exercices
- Liste des filiales et participations

COMPTE D'EMPLOIS DES RESSOURCES

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS

Des dépenses maîtrisées et des subventions publiques au rendez-vous!

Les résultats

Grace à cela, l'exercice 2016 affiche un résultat positif de **122 610€**. Ce résultat se compose d'une part du déficit de résultat du siège de - **690€**, et d'autre part du bénéfice des délégations **123 300€**.

Pour le siège le résultat d'exploitation reste négatif (**-110 815**), mais il est toutefois quatre fois moins élevé qu'en 2015 (**-443 442**). Ceci grâce à une bonne maîtrise des dépenses d'exploitations et à une augmentation des subventions publiques notamment la CNSA qui finance désormais 80% des formations des aidants (50% les années précédentes). **Nous aboutissons à une amélioration du résultat d'exploitation du siège de 75%.**

Pour les délégations, le résultat d'exploitation est de **274 328€**. Il a progressé de **67,5%**, grâce notamment à une augmentation des subventions publiques.

Au plan national, l'augmentation des financements publics est de 40 %. **Nous aboutissons à une amélioration du résultat d'exploitation national de 146% pour atteindre 163 513€ en 2016 contre - 354 504€ en 2015.**

Les ressources

Elles ont progressé globalement de **568 684 €**. Outre les points déjà cités, il faut signaler plus particulièrement :

- Les adhésions qui ont progressé de manière linéaire (**+1,76%**), alors que le secteur associatif affiche des pertes d'adhérents importantes. Les adhésions permettent de collecter **949 591€**.
- Le développement du service formation et la parution de deux ouvrages qui ont été proposés à la vente se concrétisent par une forte augmentation des ventes de **89%** soit un chiffre d'affaire de **176 042 €**.
- Une assurance-vie de **65 253€** a été perçue mais aucun legs.

Les charges

La poursuite du développement de l'Unafam se traduit aussi par une augmentation des charges de **356 956€**, les frais d'honoraires juridiques plus importants que les années précédentes du fait de l'élaboration de notre projet associatif avec le soutien d'un consultant et de la mise en place d'un audit sur le elearning financé par la CNSA.

Les dépenses de personnel ont été contenue au siège, certains départs n'ont pas été remplacés, compte tenu du résultat de l'année 2015. La masse salariale a augmenté dans les délégations, car, fin 2016, à la demande de l'ARS, les 7 Agents de coordination (5 ETP) de Rhône Alpes jusqu'alors mis à disposition, ont été intégrés aux effectifs de l'Unafam. Ces salariées sont au budget du siège, car la subvention ARS est versée directement au national.

Alain Bonifay
Trésorier

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :
du règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Bénéficiant des mesures de tolérance, l'association a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 10 ans
Constructions	de 10 à 20 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Etat des immobilisations

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS				
	Valeur Brute des Immo. en début d'exercice 2016	Augmentations 2016	Diminutions 2016	Valeur brute des Immo. en fin d'exercice 2016
I. Immobilisations incorporelles				
Logiciels	104 444	3 905	3 373	104 976
Immob. Incorp. En cours				-
TOTAL I	104 444	3 905	3 373	104 976
II. Immobilisations corporelles				
Terrains	621 649			621 649
Constructions sur sol d'autrui	2 653 856			2 653 856
Installations et aménagements	176 395	6 759		183 154
Matériel de bureau, informatique, mobilier	484 480	15 616	17 501	482 595
TOTAL II	3 936 380	22 375	17 501	3 941 254
III. Immobilisations financières				
Autres Titres immobilisés	-			-
Prêts et autres immobilisations financières	8 254			8 254
TOTAL III	8 254	-	-	8 254
TOTAL GENERAL	4 049 078	26 280	20 874	4 054 484

ETAT DES AMORTISSEMENTS

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Eléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche				
Autres immobilisations incorporelles	85 849	16 268	3 374	98 743
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui	1 915 456	27 852		1 943 308
Installations générales, agencements constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels	136 306	21 863	12615	145 554
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	436 430	18 966	4 263	451 133
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	2 488 192	68 681	16 878	2 539 995
TOTAL GENERAL	2 574 041	84 949	20 252	2 638 738

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles	16 268				
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui	27 852				
Installations générales, agencements constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	21 863				
Installations générales, agencements divers					
Matériel de transport					
Matériel de bureau, informatique, mobilier	18 966				
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	68 681				
TOTAL GENERAL	84 949				

ETAT DES PROVISIONS

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour litiges				
Pour amendes et pénalités				
Pour pertes de change				
Pour retraite	14 046	7 583	2 498	19 131
Pour impôts				
Pour Licenciement	0	27 915	0	27 915
Pour charges sur congés payés				
Autres provisions	11 676		11 676	0
TOTAL GENERAL	25 722	35 498	14 174	47 046

ETAT DES ECHÉANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances	7 481	7 481	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale, autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices			
- T.V.A			
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	416 001	416 001	
Charges constatées d'avance	11 278	11 278	
TOTAL GENERAL	434 760	434 760	

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum				
- plus d'un an				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	87 413	87 413		
Personnel et comptes rattachés	59 086	59 086		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	127 427	127 427		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices				
- T.V.A				
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	37 406	37 406		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	323 214	323 214		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	3 486	3 486		
TOTAL GENERAL	638 032	638 032		

PRODUITS ET AVOIRS A RECEVOIR

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
CREANCES	
Subventions à recevoir	323 187
Autres créances	49 740
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	
TOTAL	372 927

CHARGES A PAYER ET AVOIRS A ETABLIR

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	27 905
Dettes fiscales et sociales	163 332
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	56 956
TOTAL	248 193

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	11 278	3 486
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	11 278	3 486

EFFECTIF MOYEN

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	11	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	21	10
Ouvriers		
TOTAL	32	10

SUIVI DES FONDS DEDIES

a) SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉES

Situations	Montant initial	Fonds à engager au 01/01/2016	Utilisations au cours de l'exercice	Engagements réalisés au cours de l'exercice	Fonds restants à engager au 31/12/2016
		(Comptes 194)	(Comptes 7894)	(Comptes 6894)	(Comptes 194)
		A	B	C	D = A - B + C
Aides Précarité	3 213	3 213	1101	0	2 112
Total Siège	3 213	3 213	1101	0	2 112
Subventions fonctionnement délégations	376 013	376 013	149 647	304 902	531 268
Total Délégations	376 013	376 013	149 647	304 902	531 268
Total Général	379 226	379 226	150 748	304 902	533 380

b) DONS MANUELS, LEGS ET DONATIONS AFFECTÉS

Situations	Montant initial	Fonds à engager au 01/01/2016	Utilisations au cours de l'exercice	Engagements réalisés au cours de l'exercice	Fonds restants à engager au 31/12/2016
		(Comptes 195-197)	(Comptes 7895-7897)	(Comptes 6894-6895-6897)	(Comptes 195-197)
		A	B	C	D = A - B + C
Dons manuels Siège	291 947	291 947	37 000	25 824	280 771
Fonds Aide / Siège	37 373	37 373	0	0	37 373
Dons manuels Délégations	63 842	63 842	4 639	0	59 203
Sous-total	393 162	393 162	41 639	25 824	377 347
Legs et Donations Siège	345 905	345 905	4 000		341 905
Sous-total	345 905	345 905	4 000	0	341 905
Total Général	739 067	739 067	45 639	25 824	719 252

TOTAL FONDS DEDIES	1 118 293	1 118 293	196 387	330 726	1 252 632
---------------------------	------------------	------------------	----------------	----------------	------------------

INFORMATIONS CONCERNANT LES REMUNERATIONS DES TROIS PLUS HAUTS CADRES DIRIGEANTS

Conformément à l'article 20 de la Loi n°2006-586 du 23 mai 2006, relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, les trois plus hauts cadres dirigeants sont bénévoles et ne perçoivent aucune rémunération. De même, ils ne bénéficient d'aucun avantage en nature.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

✓ Conformément à l'article R 123-198 du Code de commerce, les honoraires du Commissaire aux comptes portés au compte de résultat de l'exercice ont été de 12 711 € TTC, au titre de l'audit légal.

✓ Dès lors que les contributions volontaires présentent un caractère significatif, elles font l'objet d'une information appropriée tant dans les comptes que dans l'annexe portant sur leur nature et leur importance.

Suivant les rapports d'activité 2016 le bénévolat de l'Unafam représente un engagement national de l'ordre de 2078 bénévoles du siège, des régions et des départements, soit environ 389 483 heures annuelles.

Pour un coût horaire moyen de 46,41 euros pour les formations, de 26,64 euros pour les autres temps de bénévolat hors déplacement et enfin un coût moyen de 13,32 euros pour les temps de déplacement, cela représenterait la somme de 9 676 802 euros

✓ L'intégration des comptes des délégations dans les comptes cumulés se traduit par un retraitement des opérations internes au compte de résultat. Les versements de quote-part de cotisations et de dons du siège, les aides aux délégations ainsi que les refacturations en interne (salaires-livres) vers les délégations sont éliminés tant en charges qu'en produits.

L'Unafam est une association reconnue d'utilité publique, qui regroupe sur le plan national les familles de malades psychiques dans un but d'entraide, de formation et de défense commune de leurs intérêts depuis 1963.

Depuis sa création, l'Unafam concentre son action au profit des proches de personnes vivant avec des troubles psychiques sévères, essentiellement des personnes atteintes de schizophrénies, de troubles bipolaires, des dépressions sévères, de psychoses graves et de troubles obsessionnels compulsifs.

L'Unafam poursuit son objectif par le biais de ses missions sociales qui se déclinent en axes et actions:

- Axe 1: Soutien des familles par l'écoute, l'accueil et l'information
- Axe 2: Soutien des familles par la formation et l'entraide
- Axe 3: Destigmatisation et défense des intérêts communs
- Axe 4: Recherche et Innovation dans les pratiques de soins et d'accompagnement.

Le compte d'Emploi des Ressources présenté ci-dessous a pour objectif d'informer les tiers, en particulier les donateurs et testateurs, sur l'emploi qui est fait des dons collectés.

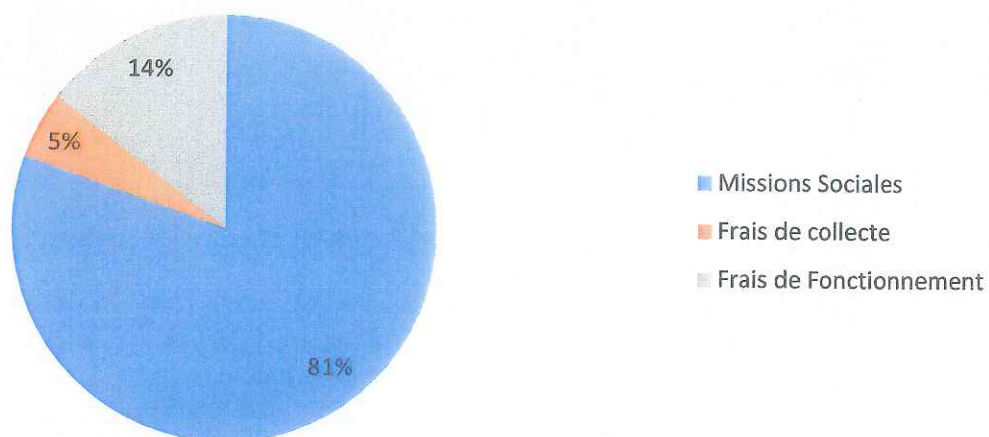
Le modèle établi à partir du compte de résultat distingue:

- Les emplois relatifs aux missions sociales, aux frais de recherche de fonds et aux frais de fonctionnement. Auxquels s'ajoutent les dotations aux provisions et aux fonds dédiés.
- Les ressources par nature: celles issues de la générosité du public, les subventions privées, les subventions et concours publics, les autres produits. Auxquels s'ajoutent les reprises de provisions et de fonds dédiés.
- Le résultat de l'exercice équilibre les emplois et ressources, puisque ceux-ci doivent concorder avec le compte de résultat.

(2) (4)

Page 16

Répartition des Emplois 2016



Répartition des ressources 2016

